

COMMENT LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

A CHANGÉ DE BASE

Avant d'investir les ronds-points, bien des manifestants à chasuble avaient déserté les isochoirs. Une telle désaffection politique n'a pas toujours caractérisé les milieux populaires.

Le Parti communiste français, par exemple, s'est longtemps identifié à la classe ouvrière et y recrutait ses cadres.

Mais son souci croissant de courtiser les classes moyennes a amplifié son déclin dans les urnes.

PAR JULIAN MISCHI * *Chercheur en sociologie à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), auteur de L'ouvrage *Le Bourg et l'Atelier. Sociologie du combat syndical*, Agone, 2016.

Janvier 2014. Nous arrivons au siège du Parti communiste français (PCF), place du Colonel-Fabien à Paris, pour demander des données sur les adhérents. Combien sont-ils ? Mais, surtout, qui sont-ils ? D'après tous les indicateurs, les catégories populaires sont de moins en moins présentes au sommet de l'organisation. Mais qu'en est-il à la base ? La réponse devrait être facile à obtenir. Le département « Vie du parti » centralise depuis 2009 les nombreux renseignements que la formation possède sur ses membres : âge, sexe, lieu d'habitation, secteur d'activité... Mais nul mot sur la catégorie socioprofessionnelle. Ce manque d'intérêt pour la condition sociale des adhérents illustre une tendance à l'œuvre au sein du PCF depuis trente ans : jadis centrale, la question de la représentation des classes populaires est devenue secondaire.

De la Libération aux années 1970, au temps où il était le premier parti de gauche en France, le PCF pouvait se présenter comme le porte-parole de la classe ouvrière, car ses responsables étaient majoritairement issus des milieux populaires : ancien mineur comme Maurice Thorez, dirigeant du parti de 1930 à 1964 ; « petit maraîcher » comme son successeur Waldeck Rochet ; apprenti pâtissier comme Jacques Duclos, candidat à l'élection présidentielle de 1969, où il obtint 21 % des voix. Il en allait de même à l'échelon local : avant de devenir maire d'Aubervilliers entre 1945 et 1953, Charles Tillon était ajusteur ; ses successeurs Émile Dubois (1953-1957) et André Karman (1957-1984), respectivement gazier et fraiseur. En propulsant des militants d'origine modeste dans des instances de pouvoir jusque-là réservées aux représentants de la bourgeoisie, le Parti communiste est parvenu, un temps, à bouleverser l'ordre social de la vie politique française. Le caractère

populaire de l'organisation était alors perçu comme une nécessité pour inscrire le projet d'émancipation des travailleurs dans les pratiques militantes.

La base du PCF a été frappée de plein fouet par les transformations socio-économiques que connaissent les milieux populaires depuis les années 1970. Confronté à la précarité et au développement du chômage, le monde ouvrier a perdu en cohésion sociale. Pourtant, la crise du parti ne peut être attribuée à une hypothétique disparition des ouvriers : ceux-ci représentent toujours près d'un quart de la population active, et la décrue des effectifs du PCF est bien plus rapide que l'érosion de la classe ouvrière. La France comptait huit millions deux cent mille ouvriers en 1975 et encore sept millions en 1999, alors que, dans le même temps, le PCF perdait plus de la moitié de ses adhérents, passant de cinq cent mille à deux cent mille encartés.

De la lutte des classes au « lien social »

En outre, aux côtés des ouvriers, de nouvelles figures populaires ont émergé, dans les services notamment, avec l'essor du groupe des employés. Les ouvriers et les employés demeurent majoritaires dans la population active française, mais les mutations de leurs conditions de vie (relégation spatiale) et de travail (division des collectifs de travail) ont fragilisé leur entrée dans l'action politique. L'affaiblissement du PCF reflète ainsi les profondes transformations sociales et culturelles subies par les classes populaires ; il exprime le reflux du mouvement ouvrier. Ce déclin, qui marque l'épuisement d'une séquence d'intense politisation de la société française durant les « années 1968 », s'explique également par les bouleversements de l'ordre international, en particulier par l'implosion du système soviétique, ou encore par l'évolution du régime politique vers un système présidentiel et bipartisan.

Mais ces explications externes au parti ne suffisent pas, et il serait réducteur d'envisager le déclin du PCF sous l'aspect d'une évolution mécanique, programmée, dont il n'y aurait aucune leçon à tirer.

Pour comprendre l'éloignement du PCF vis-à-vis des classes populaires et son effondrement électoral (il passe de 15,3 % lors de la présidentielle de 1981 à 1,9 % en 2007), il faut analyser les évolutions de son discours et de son organisation. À partir des années 1980 et surtout 1990, le PCF entend représenter non plus seulement les classes populaires, mais la France dans sa « diversité ». La lecture de la société en termes de classes s'efface derrière des thématiques comme la « participation citoyenne » ou la recréation du « lien social ». Les élus communistes se font les chantres d'une « démocratie locale » censée combler le fossé entre la classe politique et les « citoyens ».

Le projet initial du parti, d'inspiration marxiste, laisse alors place à une rhétorique humaniste largement partagée dans le monde associatif et politique. « *Association, partage,*

mise en commun, coopération, intervention, concertation : ces exigences prennent une vitalité inédite, en lien avec le développement de la révolution technologique et informationnelle et la complexification de la société », proclame par exemple le document adopté lors du XXIXe congrès, en 1996. Ce congrès, qui fait le « *choix de l'humanisme et de la démocratie* » pour répondre au fait que « *c'est la civilisation humaine tout entière qui est en péril* », se déroule pour la première fois dans le quartier des affaires de la Défense.

Douze ans plus tard, dans le texte proposé par le conseil national du PCF comme « base commune » pour le XXXIVe congrès, en 2008, le mot « ouvrier » n'apparaît qu'une seule fois. En rejetant l'ouvriérisme, associé au stalinisme, les représentants du PCF ont tendance à abandonner la priorité accordée au rôle des ouvriers et des classes populaires dans le combat politique. Ayant délaissé la réflexion sur les rapports de classe et sur l'organisation de la lutte par ceux-là mêmes qui subissent la domination, ils ont naturellement éprouvé des difficultés à prendre en compte l'essor des nouvelles figures populaires — les employés des services et les descendants des travailleurs immigrés du Maghreb notamment.

L'entreprise de rénovation du communisme français passe par une transformation des modes d'organisation du parti. Les dispositifs de sélection et de formation de cadres militants d'origine populaire sont abandonnés dans les années 1990 et 2000 sous l'effet de la baisse des effectifs, mais aussi d'une remise en cause des pratiques autoritaires du centralisme démocratique.

Les écoles, par exemple, disparaissent ou perdent leur fonction d'éducation populaire. La « politique des cadres » — un système de formation qui favorisait les militants ouvriers des entreprises — s'éteint progressivement. Pour le renouvellement du parti, on discute désormais surtout de rajeunissement et de féminisation. Quand il est question de « mixité », il ne s'agit jamais de la promotion explicite des militants issus des classes populaires.

Aux permanents d'origine ouvrière, formés dans les écoles du parti, succèdent des responsables dont la trajectoire (scolaire, professionnelle et militante) est étroitement associée au monde des collectivités territoriales. C'est autour de ces administrations locales que se restructure et survit le communisme contemporain et non, comme jadis, autour des réseaux syndicaux. En 2013, sur l'ensemble des adhérents répertoriés par le département « Vie du parti », 75 % indiquent travailler dans le secteur public, dont 23 % dans une collectivité territoriale. Et il en va de même au sommet de l'appareil. Le dernier dirigeant national passé par des fonctions au sein de la Confédération générale du travail (CGT) fut Georges Marchais : ajusteur de profession, il fut responsable syndical dans la métallurgie avant d'occuper la tête du parti de 1970 à 1994. Ses successeurs, eux, ont partie liée avec la gestion des

collectivités locales. M. Robert Hue fut le premier édile à devenir le secrétaire national du PCF en 1994 ; il était alors maire de Montigny-lès-Cormeilles, conseiller général, conseiller régional et surtout président de l'Association nationale des élus communistes et républicains.

Quand les nouveaux dirigeants du PCF passent par le syndicalisme, il s'agit du syndicalisme étudiant. Mme Buffet a fait partie du bureau national de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Secrétaire national du PCF de 2010 à 2018, M. Pierre Laurent, lui, a dirigé l'Union des étudiants communistes (UEC). Fils de Paul Laurent, député et cadre de l'appareil dans les années 1970-1980, il est aussi le frère de M. Michel Laurent, autre dirigeant national, qui fut responsable de la fédération de Seine-Saint-Denis. Son successeur, Fabien Roussel, est issu d'une famille de militants communistes du Pas-de-Calais, fils d'un ancien journaliste de *L'Humanité*. Les nouveaux dirigeants deviennent communistes davantage par héritage local et par fidélité familiale qu'en faisant l'expérience des inégalités sur leur lieu de travail.

La recherche de sources de financement par les permanents, qui ne peuvent plus être rétribués par un parti en perte de vitesse et cherchent à se salarier sur des postes électifs, explique aussi l'évolution du PCF. En dépit de son érosion, la contribution des élus s'élève encore à 26 % des ressources totales du parti (1) (contre 8 % chez Les Républicains). Ainsi, partout en France, les dirigeants communistes ont été appelés à entrer dans les assemblées électives. Il existait jusqu'ici une distinction forte entre les responsables d'appareil et les élus, les premiers étant chargés de « surveiller » les seconds en évitant leur « notabilisation » et en assurant la vitalité des réseaux militants. Or les responsables départementaux du parti ont eu pour consigne d'entrer dans leurs conseils régionaux à partir de 1998. Grâce à une alliance avec le Parti socialiste (PS), beaucoup ont pris des responsabilités dans les exécutifs de leur région. La notabilisation élective des cadres d'appareil est en marche.

Rendez-vous festifs et commémoratifs

M. Hue entendait en 1995 libérer «de toute "tutelle" ombrageuse du parti les élus qui détiennent leur mandat non des seuls communistes mais du suffrage universel (2) ». Dès lors, les dirigeants nationaux eux-mêmes peuvent dévaloriser les ressources militantes au profit des élus et des expériences gestionnaires. Sur le terrain, les militants voient leur rôle se réduire, et l'activité électorale devient prioritaire. Aux sièges des fédérations départementales, la présence militante s'efface, les réunions se tiennent avant 18 heures, et les militants « bénévoles » laissent la place à des professionnels (permanents, collaborateurs des groupes d'élus, personnel administratif, etc.) absents le week-end.

Or les élus ont leurs propres préoccupations. Pour préparer la prochaine campagne électorale, ils embauchent des experts en communication. Ils peuvent délaissé les relais militants ou associatifs au profit de professionnels, qui leur ressemblent socialement. Résultat : l'univers

social des élus communistes se détache de celui de leurs administrés, et les catégories populaires jouent un rôle plus effacé dans la vie politique locale.

Cet éloignement des responsables communistes à l'égard des groupes sociaux qu'ils ont vocation à défendre affecte les pratiques militantes. Pendant longtemps, le PCF a impulsé une sociabilité politique étoffée dans les territoires où il était bien implanté (les « banlieues rouges », certaines communes rurales...). Ses militants animaient un ensemble d'organisations « amies » (Union des femmes françaises, Confédération nationale des locataires, Mouvement de la paix, Fédération sportive et gymnique du travail, etc.), mais aussi des cellules de quartier ou d'entreprise. Au cours des années 1980 et 1990, à mesure que la base militante se réduit et que les responsables se focalisent sur les enjeux électoraux, le militantisme local au PCF se limite de plus en plus à des actions de type associatif. L'essentiel des activités de masse est alors consacré à l'organisation de rassemblements festifs et commémoratifs, à l'image des traditionnels banquets du Premier-Mai ou du 14-Juillet.

Les communistes tirent en quelque sorte les leçons du moindre impact des réunions politiques d'autrefois, d'autant plus que cette dimension festive a traditionnellement constitué une force du communisme français, à l'image du succès continu de la Fête de L'Humanité au-delà des rangs du parti. Ainsi, au niveau local, la sociabilité autour de rendez-vous festifs perd son caractère politique, car les associations et les municipalités prennent le pas sur le parti dans l'organisation. Dans le village de Treban (Allier), par exemple, trois instances se substituent progressivement au PCF dans l'animation locale : l'amicale laïque, le comité des fêtes et le club du troisième âge. La réduction continue du nombre des travailleurs de la terre et de l'industrie, les déceptions vis-à-vis de la participation du PCF au gouvernement (d'abord en 1981-1984, puis en 1997-2002), la fin de l'Union soviétique : un ensemble de processus contrarie le maintien de l'organisation, qui a pourtant vu différentes générations de communistes se succéder depuis les années 1920. Faute de renouvellement militant, la mairie, communiste depuis l'entre-deux-guerres, est finalement perdue en 2001.

Sur le plan pratique, la thématique de la lutte des classes perd sa position centrale pour les militants et laisse peu à peu place à une multitude de combats ciblés : répartition des richesses, féminisme, environnement, diversité, mondialisation. Il s'agit moins de s'engager au PCF au nom de la société socialiste future que de rejoindre certains réseaux à thème (éducation, immigration, Europe, etc.) qui se développent avec des comités propres et des manifestations particulières. Dans ces conditions, certains militants ouvriers investissent la CGT mais se détournent du PCF ; d'autres, souvent plus diplômés, participent aux activités de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) ; d'autres encore se consacrent exclusivement à leurs tâches d'élu local. Le parti a progressivement perdu sa position centrale dans les réseaux militants de la gauche du PS.

Néanmoins, après une longue période de léthargie et de vieillissement, un certain renouvellement des réseaux militants est intervenu depuis quelques années. La campagne présidentielle de 2012 a tout particulièrement remobilisé les rangs communistes. À cette occasion, le PCF a soutenu M. Jean-Luc Mélenchon, responsable du Parti de gauche (PG), qui a obtenu 11,1 % des suffrages. Ce dernier, ancien socialiste, a opéré une certaine radicalisation du discours avec un retour de la thématique des antagonismes sociaux, alors que les campagnes précédentes étaient marquées par une euphémisation des référents communistes et anticapitalistes.

Si la stratégie du Front de gauche a freiné le déclin électoral du PCF aux élections européennes (2009, 2014), la décrue s'est poursuivie lors des scrutins où le PCF s'est retrouvé en première ligne. Les élections municipales de mars 2014 ont d'ailleurs donné lieu à des tensions très fortes entre le PCF et le PG, favorable à des listes autonomes du PS dans les grandes villes dès le premier tour. Ces désaccords eurent raison du Front de gauche. Bien que rallié à la candidature de M. Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 (après le vote de ses militants, contre l'avis de sa direction), le PCF dut parfois affronter un candidat de La France insoumise, le mouvement créé pour propulser le présidentiable. Conséquence : le PCF a perdu le tiers de ses députés aux législatives de 2017 (passant de 15 à 10).

L'équilibre semble compliqué à trouver pour les militants. Les élus locaux ont permis indéniablement le maintien d'une certaine influence du PCF alors que son audience nationale s'est effondrée. Par le passé, les municipalités communistes étaient en outre au cœur de l'implantation du PCF dans les milieux populaires : point d'appui à la diffusion des idées, elles constituaient des bases pratiques d'organisation militante et de résistance aux élites politiques et sociales. Plus que la bolchevisation de 1924-1934, ce sont les compromis du « communisme municipal », tout comme la stratégie du Front populaire d'alliance avec le frère ennemi socialiste, qui ont favorisé l'ancrage populaire du PCF. Néanmoins, dans le contexte contemporain, de professionnalisation des collectivités territoriales et de faiblesse des réseaux militants, ce qui fut une force pour le PCF peut parfois constituer un frein à son renouvellement.

- (1) Publication générale des comptes des partis et des groupements politique au titre de l'exercice 2017, Journal officiel 11 janvier 2019. Disponible sur www.data.gouv.fr
- (2) Robert Hue, Communisme : la mutation, Stock, Paris, 1995.